17 février 2023 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

# DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE LORS DE LA CONFERENCE DE MUNICH SUR LA SECURITE.

Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les directrices, directeurs généraux d'Organisations internationales,
Monsieur le secrétaire général,
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités, parce que je ne reconnaîtrais pas tout le monde, ni dans la salle ni dans les escaliers, je sais qu'il y a aussi beaucoup de parlementaires, de chefs d'entreprise. Merci d'être là.
Cher Christoph HEUSGEN, Monsieur le Président de la conférence,
Chers amis,

Je suis heureux de pouvoir vous retrouver aujourd'hui dans ce lieu où depuis presque 60 ans, s'animent de nombreux débats qui structurent notre monde et nourrissent le champ de réflexion de la communauté transatlantique. Mais aujourd'hui, comme nous venons de le voir avec le Président ZELENSKY et le Chancelier SCHOLZ qui m'ont précédé et dont je salue les interventions à l'instant, l'heure est évidemment à la gravité. Dans quelques jours, il se sera écoulé un an depuis le lancement de la catastrophique guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Et même si ce n'est pas l'heure des conclusions, c'est déjà celle d'un bilan, et je le crois, de quelques perspectives communes que nous pouvons nous donner.

Alors, je vais donc concentrer mon propos sur, évidemment, la guerre lancée par la Russie en Ukraine. Mais je veux dire ici que nous n'en n'oublions pas pour autant les guerres dans le Caucase, au Proche et Moyen-Orient, en Afrique, la lutte contre le terrorisme, les questions de sécurité nucléaire qui sont aussi posées dans d'autres régions, etc. Mais c'est bien de l'Ukraine dont nous allons parler aujourd'hui.

Alors un an après, le bilan est considérable, d'un conflit catastrophique et injustifié. Et je voudrais ici, au fond, insister sur un point, c'est que cette guerre, contrairement à ce que je lis trop souvent, n'est pas simplement la guerre des Européennes et des Européens. Elle touche la planète entière. D'abord, parce que c'est une agression privée de toute justification et que je qualifierais, comme je l'ai fait à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies il y a quelques mois, de néocoloniale et d'impérialiste. C'est bien cette vision du monde qui domine dans cette agression qui dénie l'identité à un voisin, qui considère qu'on peut prendre une part de son territoire, voire la totalité de celui-ci, sans respect, et qui s'arroge une forme de droit de tutelle sur un autre peuple. Et l'accepter, détourner le regard, fermer les yeux, c'est considérer que le néocolonialisme ou la puissance impériale est légitime où que ce soit dans le reste du monde.

La deuxième chose, c'est qu'au nom de cette vision du monde, ce sont tous les tabous qui ont été brisés. Pas seulement celui de la violation de la Charte des Nations unies qui a été assumée par une puissance, membre permanent du Conseil de sécurité, mais des meurtres, des viols, des crimes de guerre, des destructions systématiques d'infrastructures civiles, et donc une systématisation des crimes de guerre contre le peuple ukrainien, mais également des menaces nucléaires. Et je veux ici saluer le travail sans relâche conduit par l'AIEA depuis le début et son directeur général, Monsieur GROSSI. En Ukraine d'ailleurs, comme en Iran, car ce sujet ne quitte pas nos esprits.

Enfin, cette agression a sur le monde des effets calamiteux dont la Russie porte l'entière responsabilité : la crise alimentaire, le renchérissement inouï, le prix des matières premières en dépit des mesures de solidarité que nous prenons vis-à-vis des pays les plus vulnérables. Et je sais que certains de nos partenaires dans le monde disent : « c'est une affaire européenne », « il y a des torts partagés ». Je veux les inviter à quitter ce relativisme. Il y a bien un agresseur et un agressé et il y a surtout des principes qui sous-tendent cette agression, qui sont clairs et que nous ne pouvons pas laisser gagner si nous souhaitons un ordre international stable et une paix durable.

La deuxième grande remarque que je souhaitais faire, c'est que d'ores et déjà, l'agression russe a été consacrée, couronnée, si je puis dire, par quatre échecs clairs. Le premier échec, c'est celui du terrain. L'hypothèse de base, c'était que cette agression serait rapide, que l'Ukraine ne résisterait pas et que c'était une affaire de quelques jours, voire de quelques semaines. Le courage extraordinaire des armées et du peuple

ukrainien, de ses dirigeants, de toutes ses forces politiques -et je salue ici l'ensemble des amis que je retrouve dans cette salle, le Président qu'on a vu tout à l'heure derrière l'écran- ont déjoué ce plan terrible et la résistance à Kiev, la reprise du Nord. Puis ce qui a été fait à Kherson, à Kharkiv et dans tant d'endroits, ont marqué un échec du plan militaire russe initial.

Le deuxième échec, c'est celui de la mentalité coloniale, très clairement. Il y a eu un discours qui a cherché à créer la confusion entre zone d'influence et zone de coercition et à expliquer qu'il y avait une légitimité à ce conflit. Cela n'a pas réussi un an après. Je veux ici dire clairement que notre devoir à tous est de continuer ce travail consistant à expliquer et expliciter le fait que la Russie aujourd'hui est une puissance de déséquilibre et de désordre, qui pas simplement en Ukraine, mais dans le Caucase, au Proche, Moyen-Orient, en Afrique, par le truchement de Wagner. Parce que cette guerre a permis aussi d'expliciter ce qui était une ambiguïté, voire une hypocrisie qu'on connaissait ces dernières années.

Moi-même, il y a un an, j'étais en Russie pour essayer de plaider la paix. Et le Président POUTINE me disait, avec une confiance que je croyais relative mais à laquelle je croyais quand même : « Ces gens de Wagner, ils ne sont pas à nous. Ils nous posent aussi des problèmes en Russie ». Ils ont maintenant officialisé le fait que Wagner était un truchement explicite, direct, diplomatico-militaire, néo-mafieux, de la Russie partout dans le monde, et va continuer au fond l'Internationale du crime et du désordre. Nous l'avons mis en échec de manière relative, mais nous devons aller au bout de ce travail.

Le troisième échec de la Russie, c'est un échec à lire l'avenir. Résultat concret, c'est la consolidation de l'Ukraine et de sa force, c'est le choix fait par la Finlande et la Suède de rejoindre l'OTAN, et je veux dire ici aux dirigeants, combien nous sommes à leurs côtés sur ce chemin. C'est également des dépendances internationales accrues, un prestige entamé sur tous les plans, une méfiance profondément enracinée et une défiance légitime que beaucoup dans la région peuvent avoir. Comment peut-on croire que les défis du Caucase seront réglés par la Russie néocoloniale que je décris ? et je le dis devant mon ami Premier ministre PACHINIAN au côté duquel nous continuons de nous tenir et nous continuerons d'agir.

Et puis, quatrième échec, qui est sans doute le plus troublant, c'est aujourd'hui celui du Président POUTINE à rendre à la Russie ce qu'il lui a promis, c'est son autorité dans le monde. Car au fond, comment la Russie peut-elle se satisfaire d'être un producteur de matières premières plutôt qu'une économie de création, peut se satisfaire d'un produit intérieur brut médiocre malgré les atouts d'une puissance mondiale, et maintenant d'une suspicion généralisée de tous les voisins ?

Alors, ayant dit tout cela, je peux vous redire aisément ce que je défendais sur cette même estrade il y a deux ans : aucun d'entre nous ne changera la géographie de la Russie, elle sera toujours sur le sol européen. Et aucun d'entre nous ne pourra conjurer ce qui est aujourd'hui une fatalité. Mais notre dilemme, c'est qu'il n'y aura pas de paix durable et complète sur notre continent sans que nous ne sachions embrasser la question russe, mais de manière lucide, sans aucune complaisance et c'est une réalité. Et c'est bien dans cet esprit-là qu'il nous faut continuer d'avancer, sans facilité. C'est ce qui a d'ailleurs conduit mon action, mes expressions depuis le début de ce conflit et avant, pas de facilité, pas de naïveté, une vraie détermination, la force quand nous devons l'avoir, mais aussi le courage du réengagement du dialogue pour trouver des solutions durables. Mais très clairement, aujourd'hui, l'heure n'est pas au dialogue parce que nous avons une Russie qui a choisi la guerre, qui a choisi d'intensifier la guerre et qui a choisi d'aller jusqu'au crime de guerre et à l'attaque des infrastructures civiles.

Alors, la conclusion de court terme que nous devons tirer de ce schéma est simple : la Russie ne peut, ni ne doit gagner cette guerre, et l'agression russe doit échouer parce qu'on ne peut pas accepter la banalisation du recours illégal à la force. Parce que sinon, c'est toute la sécurité européenne, mais plus généralement, la stabilité mondiale qui serait remise en cause. C'est pour cela que nous avons, avec nos partenaires européens, américains et plusieurs autres, depuis le début, été aux avant-postes de cette sécurité et de ce soutien. Des sanctions : dix paquets de sanctions prises par les Européens sur la Russie depuis le début, et soutien militaire, économique, humanitaire à l'égard de l'Ukraine et de son peuple avec des conférences de soutien sur les infrastructures civiles des équipements qui ont été transférés, des financements et une mobilisation de tout le temps. Et merci Monsieur le secrétaire général pour tout le travail fait.

La France a privilégié à chaque fois les secteurs de plus forte valeur ajoutée, compte tenu des attentes ukrainiennes, l'artillerie, la défense antiaérienne en particulier, avec aussi un programme de formation pour des milliers de soldats. C'est pourquoi, dans le même temps, nous avons assumé également de renforcer pour ce qui nous concerne, en particulier en Roumanie, en Estonie et dans le ciel européen, notre défense du flanc est de l'OTAN, mais également en renforçant notre présence en Méditerranée où notre groupe aéronaval participe à la réassurance.

Ça, c'est la stratégie assumée dès les premiers jours du conflit. Parce que ce renforcement, par exemple sur le sol roumain, nous l'avons traduit en actes et sur le sol dès la fin du mois de février 2022. Et c'est ce que nous

allons continuer et renforcer. Parce qu'au moment où je vous parle, ma conviction est que nous devons absolument intensifier notre soutien et notre effort pour aider à la résistance du peuple et de l'armée ukrainienne et leur permettre de mener la contre-offensive qui seule permettra des négociations crédibles aux conditions choisies par l'Ukraine, ses autorités et son peuple. Et donc bien qu'espérant, si je puis dire, être surpris par la paix, nous sommes prêts à intensifier aujourd'hui car les semaines et les mois qui viennent sont décisifs, et nous sommes prêts à un conflit prolongé.

En disant cela, je ne le souhaite pas, mais surtout, si nous ne le souhaitons pas, nous devons collectivement être crédibles dans notre capacité à durer dans cet effort. Et c'est ainsi que la France s'inscrit dans celui-ci. Voilà à la fois l'état d'esprit, la détermination, la volonté qui est la nôtre aujourd'hui aux côtés de l'Ukraine, car c'est le seul moyen de faire revenir à la table des discussions de manière acceptable — la Russie — et de construire une paix durable, c'est-à-dire au moment et dans des conditions qui seront choisies par les Ukrainiens.

Ayant dit cela, je souhaitais lancer quelques appels en ce moment à mes amis européens et qui viennent compléter et poursuivre ces quelques convictions que je viens de partager.
Le premier appel, c'est un appel à réinvestir massivement dans notre défense. Si nous, Européens, voulons la paix, nous devons nous en donner les moyens. La France prend sa part après une Revue nationale stratégique que j'ai présentée en novembre dernier, le Gouvernement vient de soumettre à la représentation nationale un projet de loi de programmation militaire qui portera notre budget sur la période 2024-2030 à 400 milliards d'euros, soit 100 milliards d'euros de plus que sur la période précédente. C'est une augmentation considérable et les Européens ont besoin de faire cet effort. Mais réarmer, c'est aussi renforcer la base industrielle et technologique de défense, faire vivre et amplifier tous les mécanismes que nous avons développés récemment, notamment à travers l'agenda dit de Versailles il y a presque un an. De nombreux États qui voudraient aider à armer l'Ukraine dépendent aujourd'hui parfois de décisions de pays non européens, et de beaucoup d'industriels non européens. Et si l'Europe veut pouvoir défendre l'Europe, elle doit aussi s'armer, profiter de l'interopérabilité de l'OTAN, mais accélérer sa capacité à produire sur le sol européen.
Je souhaite donc que nous adoptions avant l'été un ambitieux programme européen d'investissement de défense et, dans l'immédiat, que nous tirions le meilleur parti du Fonds européen de défense.
Ce sont aussi nos cadences qu'il faut revoir ; entre Européens, nous devons regarder comment produire plus et plus vite et cette économie de guerre que dès le printemps nous avons voulu renforcer en France, nous devons aller encore plus loin, aller vers plus de standardisation, plus de simplification et le faire en Européens.

Le second appel est un appel à prendre en compte le facteur nucléaire dans cette crise. Chacun, au cours de l'année écoulée, a pu mesurer l'importance d'un des non-dits de ce conflit, oserais-je dire parfois par certains d'un des trop-dits de ce conflit, l'arme nucléaire.
L'agression russe a été menée à l'ombre de la dissuasion et la dissuasion a constitué un élément important de l'autre côté de la protection des alliés. Cette situation est un rappel à l'ordre sur l'importance du rôle que joue et doit continuer de jouer l'arme nucléaire dans l'Union européenne et dans l'OTAN.
La dissuasion française occupe une place spécifique qui contribue en Europe, de même que celle du Royaume-Uni, au renforcement global de la sécurité de l'Alliance. Évidemment, nos alliés américains jouent un rôle essentiel aussi à cet égard et je souhaite que nous réaffirmions le caractère nucléaire de l'Alliance atlantique et que nous en tirerions toutes les conséquences dans l'ensemble des enceintes internationales. Je souhaite également réitérer mon offre formulée à l'École de guerre en février 2020, d'un dialogue avec les partenaires européens qui le souhaitent sur la dissuasion nucléaire française et la conception qu'a la France de la dimension européenne de ses intérêts vitaux.

Mon troisième appel est un appel à repenser notre doctrine de sécurité pour assurer la place de l'Europe dans toute future discussion de maîtrise des armements. Un exemple qui me frappe en particulier concerne les missiles de portée intermédiaire et j'avais l'occasion d'ailleurs, lors d'un des Sommets fin 2019 de l'OTAN, Olaf s'en souvient sans doute, de souligner la situation ubuesque dans laquelle nous nous trouvions. Les États-Unis, avec une autre administration, décidant de sortir de certains traités que les Russes, depuis des années, ne respectaient plus, qui concernaient notre sol sans que nous ne soyons partie prenante.
Cette situation, en quelque sorte de minorité géopolitique des Européens, nous devons en sortir. Il s'agit de la sécurité de l'Europe. Nous devons la penser, nous devons la produire, nous devons la négocier, nous devons l'assurer, avec nos alliés de l'OTAN, mais aussi en tant qu'Européens. Les armes, je le disais, de portée intermédiaire, étaient régies par le traité sur les forces nucléaires intermédiaires. La France n'était pas partie à ce traité. Nous en avons respecté les dispositions, puis nous avons constaté qu'il n'y avait plus aucun traité qui couvrait ce risque. Je pense qu'aujourd'hui, nous devons en tirer toutes les conséquences, ce serait un ajout légitime au dispositif de protection de l'Europe, de raviver des négociations en ce sens.

Ensuite, l'Europe doit prendre sa place à la table des futures négociations sur ce type d'instruments. Et ce sujet rejoint aussi le sujet plus général soulevé à juste titre par le Chancelier SCHOLZ de la défense aérienne du continent. Et je pense que c'est un bon débat qui a été posé par le Chancelier. C'est pourquoi, je souhaite qu'avec nos partenaires allemands, italiens, britanniques et tous ceux qui souhaiteront s'y joindre en Europe, nous puissions lancer à Paris une conférence sur la défense aérienne de l'Europe, qui permettra d'aborder ce

nous puissions lancer à Paris une conférence sur la défense dernière de l'Europe, qui permettra d'aborder ce sujet sous l'angle industriel, avec la participation de tous les industriels européens qui ont des solutions à offrir, mais aussi sous l'angle stratégique, et je dirais peut-être d'abord sous l'angle stratégique, en incluant la question de la dissuasion et celle de la frappe dans la profondeur.
C'est à la condition de ce réarmement mental et matériel que nous permettrons, je le crois, à l'Europe de tenir toute sa place dans les futurs arrangements de sécurité.

Mon quatrième appel est un appel à imaginer quels genres de mécanismes permettront durablement d'éviter le cycle d'agression qu'a connu notre continent ces dernières décennies. Nous aurons besoin pour l'avenir d'un cadre qui redonne de la transparence, de la prévisibilité sur le continent, qui doit respecter des principes simples : l'inviolabilité des frontières et la souveraineté des États. Réaffirmer le rôle stabilisateur de la dissuasior en Europe. Rétablir un équilibre des forces sur le continent. Rétablir une architecture crédible de maîtrise des armements permettant de ramener progressivement l'équilibre des forces au niveau le plus bas possible, et enfin, mettre en place un cadre de règlement des crises et des conflits prolongés sur le continent, en s'inspirant peut être des structures existantes comme l'OSCE.

Évidemment, l'Europe doit être au cœur de tout cela. Et comme vous le savez, je n'ai pas l'Europe dogmatique. Il y a bien sûr l'Union européenne, mais nous devons penser à une Europe plus large. Celle que nous avons commencé d'élaborer à travers la communauté politique européenne, qui aura un rôle spécial à jouer à cet égard, incluant des puissances qui ont parfois choisi de quitter l'Union européenne mais restent ancrées dans les intérêts géopolitiques de l'Europe. Des puissances qui n'ont jamais rejoint l'Union européenne mais sont nos partenaires de sécurité et d'énergie et de tant de sujets et des puissances qui aspirent à rejoindre l'Union européenne, peut-être, et je l'espère, la rejoindront, mais qui aujourd'hui sont à ses confins. Et donc, de la Norvège à nos amis britanniques en passant par les Balkans occidentaux jusqu'à la Moldavie et l'Ukraine. Cette Communauté politique européenne est un cadre géopolitique pour permettre de prévenir ces crises et d'en penser le cadre et l'architecture. Et je veux à cet égard, redire notre soutien à la présidente moldave Maïa SANDU, qui aura organisé la prochaine réunion de la Communauté politique européenne et qui a à vivre tant et tant de défis.
Nous avons besoin de bâtir un nouvel espace de coopération sur notre continent et à cet égard, l'OTAN joue un rôle clé et je crois que ces derniers mois ont permis de montrer que tous ceux qui croyaient qu'une Europe de la défense plus forte, qu'un renforcement du pilier de défense européen était une menace à l'OTAN ont bien compris qu'il ne faisait que renforcer notre alliance transatlantique parce que tout ça s'est fait en parfaite intelligence avec nos partenaires Américains, Canadiens et au-delà et que nous avons montré notre volonté de partager des objectifs stratégiques communs.

Enfin, je voudrais lancer deux derniers appels très rapides à l'ensemble des partenaires européens. Le cinquième appel, c'est qu'au-delà de ce conflit, aujourd'hui, nous devons continuer d'agir ensemble sur d'autres formes de conflictualité qui sont déjà en train de nous toucher et peuvent nous menacer. Le risque que nous avons tous à vivre, c'est d'aider, comme nous devons le faire l'Ukraine, d'intensifier, d'être face à des défis géopolitiques majeurs dans les prochaines semaines et les prochains mois, mais d'avoir à faire face aussi à de nouvelles formes de conflictualité dans des espaces nouveaux.
N'oublions pas le cyber, le spatial, les espaces maritimes et les vulnérabilités de nos démocraties en matière de désinformation et de déstabilisation. Ces risques-là seront utilisés, et ces espaces-là seront utilisés peut-être par la Russie ou par d'autres puissances autoritaires qui, dans ce contexte, chercheront à nous déstabiliser. Et donc, nous devons renforcer notre coopération, nos investissements, nos capacités à coopérer aussi dans ces champs dans la période actuelle. Et puis ma dernière remarque, mon dernier appel à tous les Européens et au-delà, je dirais, c'est un appel aux Européens et aux Américains : engageons-nous aussi dans la préparation de la paix.

A court terme, nous devons être forts, montrer que nous sommes forts et déterminés derrière l'Ukraine et prêts à l'être dans la durée. Mais nous devons dès maintenant préparer les termes de la paix. C'est notre responsabilité. Ce n'est pas un esprit de compromission, c'est un esprit de responsabilité. Cette paix sera d'autant plus possible et crédible si nous sommes forts aujourd'hui et si nous savons l'être dans la durée. Mais nous devons en préparer les termes et le faire, c'est le faire en réengageant celles et ceux qui aujourd'hui en Asie, dans le Pacifique, au Proche et Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine, ne pensent pas tout à fait dans les termes que je viens d'expliquer, et qui malgré ce que je disais au début de mon propos, continuent de dire: « il y a des doubles standards, vous dépensez énormément pour l'Ukraine et vous continuez de ne pas dépenser pour nous. Vous vous battez avec beaucoup de force contre la guerre, là, pas suffisamment contre la pauvreté chez nous. On a une guerre chez nous depuis des décennies, vous n'en avez pas fait le 100ème ! » Sachons les entendre. Donc il nous faut réengager diplomatiquement toutes ces géographies pour les convaincre de rejoindre notre effort de pression sur la Russie et de préparation de la paix. C'est notre responsabilité et il faut le faire en conjurant en particulier cette espèce de récit du double standard qui s'installe.

C'est pourquoi, au moment même où nous faisons tous ces investissements, j'appelle les Européens, les Américains, tous les membres du G7 et au-delà, du G20, à nous accompagner sur la reconstruction d'un partenariat Sud-Nord pour nous permettre de repenser les termes de la solidarité internationale et investir

massivement vers les pays qui en ont besoin pour leur santé, leur éducation, la lutte contre l'insécurité alimentaire et pour permettre précisément de redonner de la crédibilité à tous les pays riches qui doivent réengager beaucoup d'émergents, de pays à revenu intermédiaire, de pays en voie de développement dans cet effort en leur montrant qu'au moment où nous défendons nos principes, où nous voulons une paix juste et durable aux conditions des Ukrainiens en Ukraine, nous ne les oublions pas et nous voulons un monde plus juste, capable de faire face aux défis climatiques et à ses conséquences, chez eux comme ailleurs. Cette responsabilité est indispensable et ne l'oublions pas, la réponse à ce nouveau contexte géopolitique doit passer par un investissement militaire, doit passer par une fermeté, mais aussi une capacité à nous engager sur une paix crédible, et à nous engager sur une politique de solidarité redoublée.

J'ai déjà été trop long, je ne serai pas davantage. Merci en tout cas de m'accueillir parmi vous et de me permettre de partager avec vous ces quelques convictions.